

Histoire et Philatélie

République démocratique du Congo

Burundi - Rwanda



Congo



Rwanda



Burundi

Avertissement

Les livres publiés concernant l'État indépendant du Congo, le Congo belge et le Ruanda-Urundi sont tellement nombreux et de haut niveau, qu'il me semble superflu d'ajouter un nouvel opuscule sur l'histoire et la philatélie de ces territoires administrés par la Belgique pendant la période coloniale.

Je me suis donc limité à développer l'histoire et la philatélie de la République démocratique du Congo, du Rwanda et du Burundi à partir de l'indépendance de ces pays, acquise entre 1960 et 1962.

L'objectif est simplement de donner un résumé, illustré par des timbres et des pièces philatéliques, de l'histoire très tourmentée de ces trois nations, où la population est souvent la victime des régimes successifs qui ne parviennent pas à faire prospérer ces pays, qui disposent pourtant de ressources et de potentialités énormes.



Carte du Congo belge (extrait de Wikipedia)



Carte du Ruanda-Urundi (extrait du site Quora.com)

I. Le Congo



Carte du Congo (extrait du site Nations Online Project)

Le Congo, officiellement la République démocratique du Congo, est avec ses 2 345 410 km², le deuxième plus vaste pays d'Afrique, après l'Algérie.

Il a des frontières à l'ouest avec le Congo-Brazzaville, au nord avec la République centrafricaine et le Soudan du Sud, à l'est avec l'Ouganda, le Rwanda, le Burundi et la Tanzanie, au sud avec la Zambie et l'Angola. L'embouchure du fleuve Congo lui donne une ouverture sur l'océan Atlantique.

C'est une république, avec Kinshasa (Léopoldville jusqu'en 1966) comme capitale. La population atteint presque 110 millions d'habitants, répartis en un nombre infini d'ethnies.

De 1885 à 1908, le Congo a été, sous le nom d'*État indépendant du Congo*, la propriété privée du roi Léopold II de Belgique, et est devenu en 1908 le Congo belge. Il a accédé en 1960 à l'indépendance.

La décolonisation du Congo par la Belgique n'est certes pas une des pages les plus glorieuses de l'histoire de la Belgique. Jusque dans les années 1950, la Belgique croyait son immense domaine colonial congolais immuable, et il le gouvernait d'une façon paternaliste. Des énormes progrès sont réalisés dans les domaines de l'économie (plantations, mines), des infrastructures (ponts, routes, chemins de fer, centrales électriques), de la santé (hygiène, hôpitaux) et de l'instruction (écoles). Les missionnaires prennent une large part dans cette évolution. Mais les Blancs, aussi bien en Belgique que sur place, continuent à considérer les Noirs comme des êtres inférieurs, entièrement soumis à la suprématie des Blancs. En retour, ceux-ci veulent bien faire profiter les Noirs "des bienfaits de la civilisation". La meilleure preuve en est le pavillon du Congo belge à l'exposition universelle de Bruxelles en 1958, où l'on montrait les bienfaits que les "bons Blancs" donnaient aux "petits Noirs". Mais en fait, le Congo, avec ses inépuisables ressources, restait avant tout une colonie que les Blancs en général et la Belgique en particulier exploitaient sans scrupules.



*Belgique, carte maximum de 1958 avec le timbre n° 1049
Le pavillon du Congo belge à l'exposition universelle de Bruxelles en 1958*

Mais à partir des années 1950, une certaine élite noire commence à se faire entendre au Congo belge. Ce sont des Noirs qui ont reçu une instruction plus poussée, et que les Blancs nomment "les évolués"...

En 1955, l'administration belge publie un plan d'émancipation pour accorder l'indépendance à sa colonie en 1985, et la même année, le roi Baudouin accomplit un voyage triomphal au Congo. On croit en Belgique que tout va s'arranger, et on accorde en 1956 aux Noirs le droit de former des partis politiques.

Les plus importants sont l'ABAKO (*Association des Bakongo*), dirigé par Joseph Kasa-Vubu, le MNC (*Mouvement national congolais*) dirigé par Patrice Lumumba, et la Conakat (*Confédération des associations tribales du Katanga*), dirigé par Moïse Tshombé.

Cette nouvelle situation engendre une prise de conscience dans les milieux congolais de Léopoldville, où des émeutes éclatent en 1959.

Le gouvernement belge commence à paniquer, et une table ronde est organisée début 1960 pour préparer en toute hâte l'indépendance du Congo.

Les grands leaders congolais, dont Lumumba, Kasa-Vubu et Tshombé, y participent. Il y est finalement décidé de tenir des élections au Congo en mai 1960 et de prévoir l'indépendance pour le 30 juin 1960.

Après ces élections, un compromis donne la présidence à Kasa-Vubu et le poste de premier ministre à Lumumba. L'indépendance est proclamée à Léopoldville le 30 juin 1960, en présence du roi Baudouin, qui doit avaler un discours cinglant de Patrice Lumumba.



1960, n°s 372/381

*L'indépendance pour le Congo belge, qui devient la République du Congo.
À partir de 1965, le nom officiel devient la République démocratique du Congo*



*1961, n°s 430/444
Le président Kasa-Vubu*

Patrice Lumumba, premier ministre, n'a reçu, après sa disgrâce et son exécution, aucun timbre-poste en son honneur au Congo jusqu'en 2021. Mais il a été commémoré par des timbres-poste dans de très nombreux pays africains et arabes et dans plusieurs pays socialo-communistes du monde entier, comme un champion de la lutte pour la décolonisation.



*Ghana, 1962, n°s 110/112
Patrice Lumumba*



*Union soviétique, 1961, n° 2422 Maroc, 1962, n°s 429/430 Congo Brazzaville, 1965, P.A. n° 31
Patrice Lumumba*

Les timbres les plus employés après l'indépendance sont les séries encore disponibles du Congo belge, sur lesquelles la surcharge "CONGO" est apposée.



*1960, n°s 382/399
La série "Flours" du Congo belge avec la surcharge "CONGO"*

Mais dès les premiers jours de l'indépendance, le chaos s'installe au Congo. La *Force publique* (la partie de l'armée exerçant les fonctions de police), composée de Noirs mais commandée par des Blancs, se révolte et commence à massacrer les Blancs de Léopoldville. La révolte se propage dans tout le Congo, et les Noirs se vengent de cinquante ans de colonisation et de soumission en massacrant les Blancs et en saccageant et pillant leurs biens.

La Belgique envoie un contingent armé pour protéger les Belges, dont la majeure partie préfère évacuer en toute hâte le Congo, en employant le pont aérien entre le Congo et la Belgique installé par l'armée belge.



*Belgique, 1960, n°s 1147/1149
Le pont aérien entre le Congo et la Belgique, pour évacuer les Blancs.*

Le chaos devient complet quand le 11 juillet 1960, Moïse Tshombé proclame - avec la sympathie du gouvernement belge - l'indépendance du Katanga, et le 8 août 1960, c'est au tour d'Albert Kalonji de proclamer l'indépendance du Sud-Kasaï.

Devant cette évolution, la situation politique se dégrade à Léopoldville. N'obtenant pas l'aide nécessaire pour reconquérir le Katanga, ni des États-Unis ni des Nations-Unies, Lumumba demande l'assistance de l'Union soviétique. Cela suffit pour le considérer comme un communiste, et le monde occidental, en premier lieu les États-Unis, ne demande qu'à l'éliminer. Kasa-Vubu démet Lumumba, et Lumumba démet Kasa-Vubu... Aidé par la CIA, Kasa-Vubu parvient à faire arrêter Lumumba et le livre au Katanga, où il est exécuté le 17 janvier 1961.

Kasa-Vubu nomme alors Joseph Mobutu premier ministre. C'est pour Mobutu le début d'une longue carrière qui va durer jusqu'en 1997. Mais les problèmes s'accumulent, avec en premier lieu la sécession du Katanga.

C'est avec l'approbation des puissances occidentales et des milieux d'affaires, avec en première place l'Union minière du Haut Katanga, que Moïse Tshombé proclame l'indépendance du Katanga le 11 juillet 1960. Il se maintient initialement avec l'aide militaire de la Belgique et en faisant appel à des mercenaires. Le Katanga émet ses propres timbres et bat sa propre monnaie.

Mais les Nations-Unies exigent le retrait des troupes belges, qui sont en 1961 remplacées par les "casques bleus" des Nations-Unies.

Ces casques bleus envahissent progressivement le Katanga, et s'emparent fin 1962 de la capitale Élisabethville. Tshombé accepte de se rendre le 15 janvier 1963, à condition d'obtenir l'amnistie pour lui et ses partisans.

Les timbres émis par le Katanga sont d'abord des timbres du Congo belge et de la République du Congo avec la surcharge "KATANGA". Le pays émet alors jusque fin 1962 ses propres timbres, dont une seule série avec l'effigie de Tshombé.



1960, n°s 18/22

Timbres du Congo belge avec la surcharge "KATANGA"



1961, n°s 66/68

Timbres du Katanga à l'effigie de Moïse Tshombé



1962, n°s 79/81

Derniers timbres émis par le Katanga. La gendarmerie katangaise

Le deuxième problème auquel Léopoldville est confronté est la sécession d'une autre province, le Sud-Kasaï. Cette région avait une grande importance, car c'était la région diamantifère la plus productive du Congo.

Le 8 août 1960, Albert Kalonji proclame *l'État autonome du Sud-Kasaï*, dont il est le président. Mégalomane, en 1961 il se proclame d'abord roi du Sud-Kasaï, ensuite *mulopwe* (= empereur).

Les troupes congolaises envahissent le Sud-Kasaï dans la deuxième moitié de 1961, et arrêtent Kalonji le 30 décembre 1961. Cette invasion s'accompagne d'un véritable génocide : des dizaines de milliers de civils du Sud-Kasaï sont massacrés.

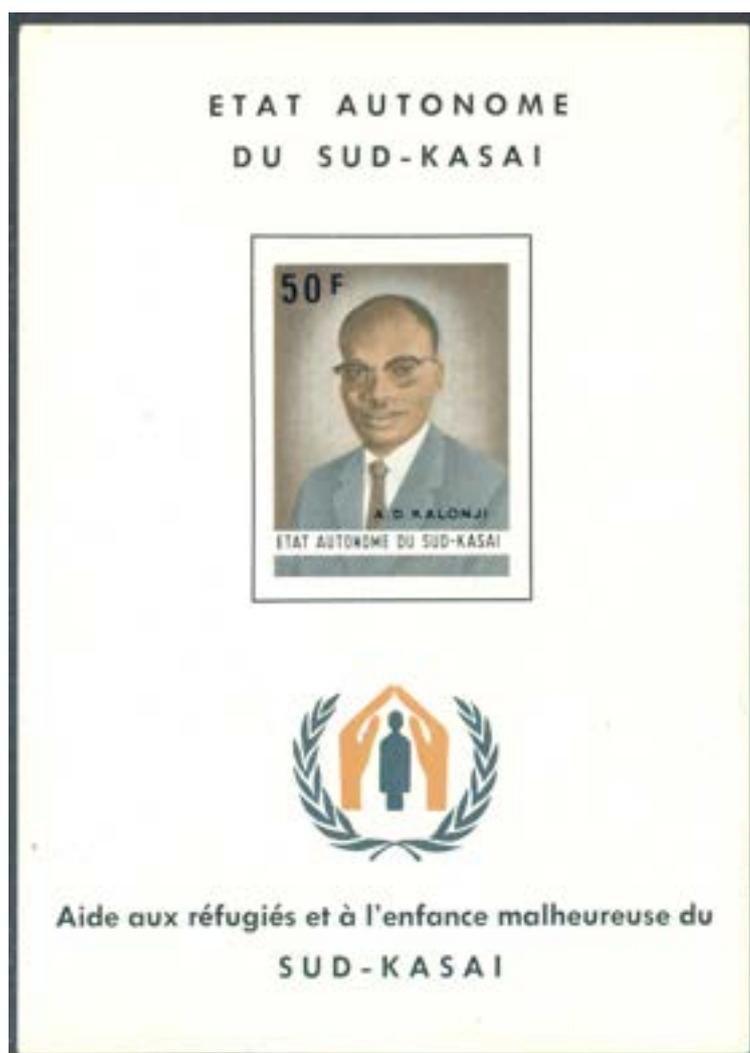
Kalonji parvient après quelques mois à s'évader et essaie de relancer l'autonomie du Sud-Kasaï, mais sans grand succès, et en octobre 1962, le Sud-Kasaï retourne officiellement au Congo.

Ici aussi des timbres-poste ont été émis par le Sud-Kasaï. Comme au Katanga, ce sont d'abord des timbres du Congo belge qui reçoivent une surcharge "État autonome du Sud-Kasaï". Le Sud-Kasaï émet ensuite en 1961 ses propres timbres, dont une série, avec un bloc, avec l'effigie d'Albert Kalonji.



1961, n°s 18/19

Timbres du Congo belge avec la surcharge "État autonome du Sud-Kasaï"



1961, n°s 25/28 et bloc 1
Timbres à l'effigie d'Albert Kalonji

La sécession du Katanga a fait une victime inattendue : le 18 septembre 1961, le secrétaire-général des Nations-Unies Dag Hammarskjöld perd la vie dans un accident d'avion au-dessus de la Zambie, alors qu'il était en route pour négocier un cessez-le feu entre le Congo et le Katanga. Son avion aurait été abattu par des mercenaires au service du Katanga, mais rien n'est prouvé.



*1962, n°s 454/461
Commémoration de la mort de Dag Hammarskjöld*

Du point de vue philatélique, il faut encore mentionner les timbres d'Albertville, qui ont eu cours du 15 décembre 1961 jusqu'en mars 1962. Albertville était une ville du nord du Katanga qui avait déjà été reconquise par les forces congolaises fin 1961. Les stocks de timbres du Katanga y ont reçu une surcharge manuelle "CONGO".



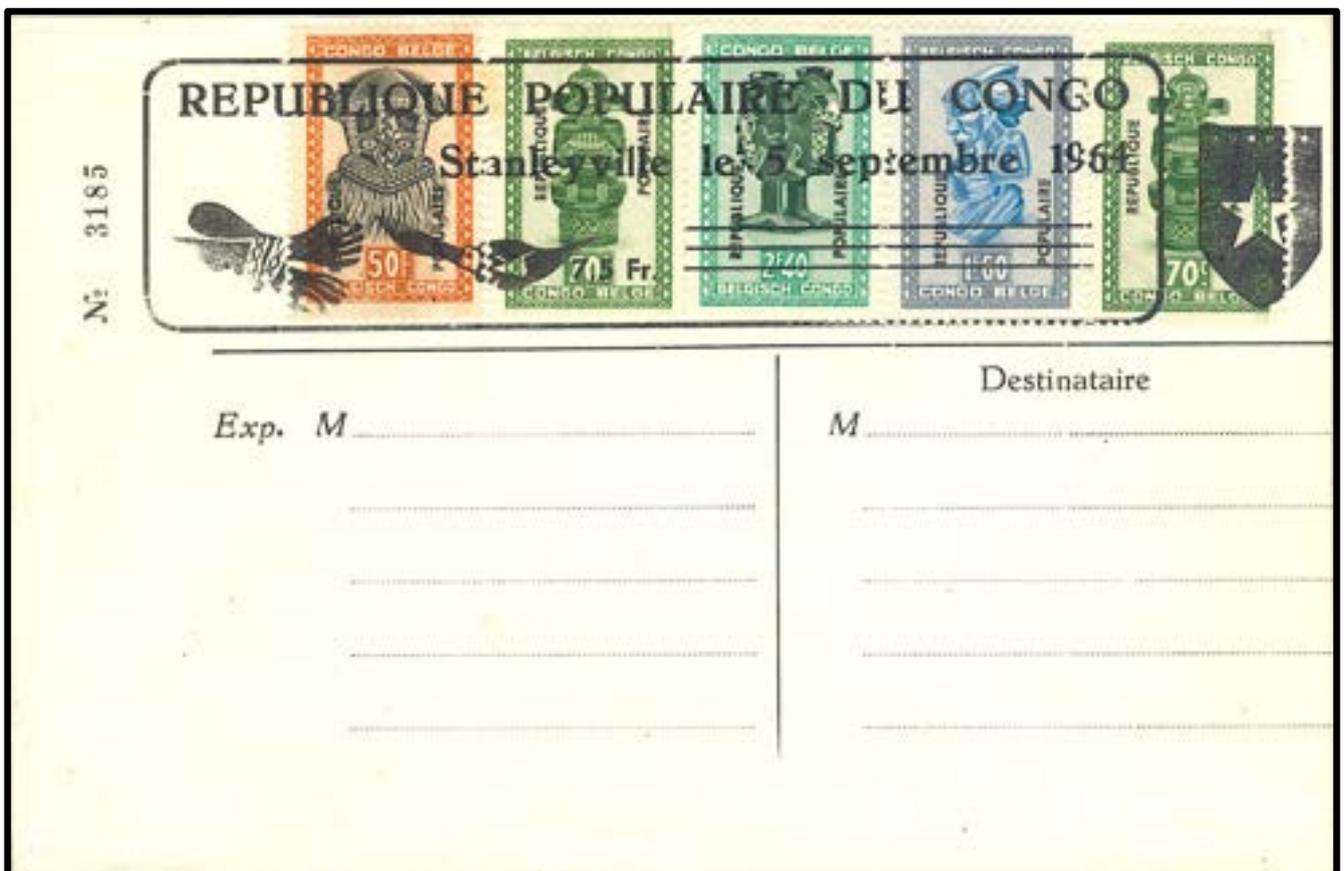
*Albertville, 1961, n°s 1/5 & 20
Timbres du Katanga avec la surcharge manuelle "CONGO", employés à Albertville*

Dans l'espoir d'aboutir à une réconciliation nationale, le président Kasa-Vubu nomme Moïse Tshombé premier ministre le 10 juillet 1964. Celui-ci fait même entrer Kalonji, l'homme du Sud-Kasaï, dans son gouvernement.

Cette union était nécessaire, pour répondre à une nouvelle rébellion qui avait commencé en janvier 1964. Elle est dirigée par Antoine Gizenga et Pierre Mulele, et est d'inspiration nettement marxiste. Rapidement, les rebelles occupent toute la partie orientale du Congo, et ils sont les maîtres de plus de la moitié du territoire congolais. Ils font de Stanleyville leur capitale et ils proclament le 5 août la "République populaire du Congo".

Leurs soldats, qui se nomment eux-mêmes des "simbas" (= lions en swahili), se croient invulnérables, et leur but est de massacrer autant de Blancs que possible, pour venger l'exécution de Lumumba. La population blanche de Stanleyville est prise en otage. Le 24 novembre 1964, dans une opération-éclair, des paracommandos belges s'emparent de Stanleyville et libèrent 2000 Européens.

Antoine Gizenga vit longtemps en exil, mais sera entre 2006 et 2008 pendant deux ans le premier ministre de Joseph Kabila ! Pierre Mulele s'enfuit au Congo-Brazzaville, mais il retourne au Congo en 1968, ayant obtenu la promesse d'amnistie de Mobutu. À peine rentré, Mobutu renie sa promesse et le fait affreusement torturer avant de le faire exécuter dans la nuit du 2 au 3 octobre 1968.



Carte émise le 5 septembre 1964 par les rebelles de Stanleyville avec cinq timbres de la série "Masques" du Congo belge, portant la surcharge "République populaire".

L'entente entre Kasa-Vubu et Tshombé ne dure pas longtemps, et le 13 octobre 1965, Tshombé est démis de ses fonctions de premier ministre. Mais quelques jours plus tard, un nouveau changement s'opère à Léopoldville : Joseph Mobutu prend le pouvoir le 24 novembre 1965, et il restera à la tête du Congo pendant plus de 31 ans, jusqu'en 1997.



*1966, n°s 617/624 & 1968, n° 667
Joseph Mobutu*

Dès sa prise du pouvoir, il cumule les fonctions de président, de premier ministre et de chef de l'armée, installant un véritable régime dictatorial qui va perdurer pendant plus de trois décennies.

Toute opposition est muselée, parfois d'une façon barbare, comme ce fut le cas avec Pierre Mulele. En juin 1966, il fait pendre publiquement quatre personnalités politiques, dont Évariste Kimba, qui avait été ministre des Affaires étrangères du Katanga et premier ministre du Congo. L'ancien président Kasa-Vubu est placé en résidence surveillée jusqu'à sa mort en 1969.

Son programme se résume en un mot : un nationalisme poussé jusqu'au ridicule. En 1966, les noms des principales villes perdent leur consonance "belge" : Léopoldville devient Kinshasa, Stanleyville devient Kisangani, Élisabethville devient Lubumbashi, etc. Il va encore plus loin en 1971, quand il change le nom même de son pays, qui devient le Zaïre. Tous les noms propres doivent être "africanisés". Il montre l'exemple en changeant son propre nom : Joseph Mobutu devient Mobutu Sese Seko. Les costumes occidentaux sont remplacés par des vêtements africains.

Il fait voter une nouvelle constitution en 1967, qui lui assure un contrôle total sur tous les leviers de l'État et un pouvoir presque illimité. Cette constitution est acceptée par un référendum populaire avec presque 99% des voix...



1966, n° 624A

Joseph Mobutu. "Et maintenant le Congo au travail"



1967, n°s 652/654

La nouvelle constitution de 1967

En 1971, il crée le MPR, le *Mouvement populaire de la révolution*, un parti unique dont tous les Congolais font automatiquement partie.



1971, n° 777

Quatrième anniversaire de la fondation du MPR (Mouvement populaire de la révolution)

Pendant 25 ans, Mobutu gouverne son pays d'une façon absurde et catastrophique. L'économie est en crise profonde à partir de 1973, l'inflation est galopante, la monnaie est dévaluée de plus de 99%, et la misère de la population est générale.

Si Mobutu parvient à se maintenir si longtemps, c'est parce qu'il a le soutien des puissances occidentales qui voient en lui un rempart contre le communisme en Afrique, et qui exploitent sans scrupules, avec son accord, les ressources naturelles du pays.



*1973, n°s 826/831
Mobutu Sese Seko*

Le président ne pense qu'à s'enrichir, et dans les années 1980, il devient un des hommes les plus fortunés du monde, malgré la misère du peuple et le marasme économique. Sa corruption est légendaire, et le luxe scandaleux dont il s'entoure font de son régime une véritable "kleptocratie."



*1978, n°s 950/957
Mobutu Sese Seko*

Les choses commencent à changer à partir de 1990, après la chute du communisme. Le monde occidental, n'ayant plus besoin de lui comme rempart contre le communisme, le laisse progressivement tomber, et les plaintes de la population se font de plus en plus entendre.

La chute de Mobutu se profile à partir de 1994, après le génocide rwandais. Les forces génocidaires hutues s'étaient réfugiées au Zaïre, et essaient de reconquérir le Rwanda à partir de 1995. Les forces gouvernementales rwandaises contre-attaquent en novembre 1996, et pénètrent au Zaïre pour exterminer définitivement les rebelles.

La majorité des opposants de Mobutu rejoignent le camp rwandais, et se regroupent dans l'AFDL (*Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo*). Cela signifie le début de la première guerre du Congo, où les forces gouvernementales de Mobutu, démoralisées, ne font pas le poids. Finalement, Mobutu doit s'enfuir le 16 mai 1997, et il part en exil au Maroc, où il meurt le 7 septembre 1997. Son régime est tombé après 31 ans, ayant perdu tout soutien international, affaibli par le marasme économique, discrédité par la corruption et désavoué par la misère de la population.

C'est Laurent-Désiré Kabila, le porte-parole de l'AFDL, qui prend le pouvoir à Kinshasa dès le 17 mai 1997. Une des premières décisions de Kabila est de changer une fois de plus le nom du pays : le Zaïre redevient la République démocratique du Congo.



1999, n°s 1716/1720 & 1722

*Deuxième anniversaire de la prise du pouvoir par Laurent-Désiré Kabila
Sur le troisième timbre, le deuxième personnage derrière Kabila est ... Patrice Lumumba*

Mais ses anciens alliés, aussi bien congolais que rwandais et ougandais, deviennent rapidement encombrants, et Kabila essaie de s'en débarrasser. C'est ainsi que commence la deuxième guerre du Congo, la première étant celle de 1996-1997 qui avait provoqué la chute de Mobutu.

Dans cette deuxième guerre, qui commence en juillet 1998 et qui va durer jusqu'en 2003, Kabila et quelques alliés africains sont opposés au Rwanda et à l'Ouganda, qui soutiennent militairement les opposants à Kabila dans l'est du Congo. Cette guerre barbare s'accompagne de massacres, de viols et de pillages et coûte la vie à des centaines de milliers de civils. Des millions de Congolais ont été chassés ou se sont enfuis.

Un cessez-le-feu est signé à Lusaka en 1999, mais il n'est pas respecté, et la guerre ne prend fin que le 30 juin 2003, avec l'installation à Kinshasa d'un gouvernement d'union nationale.

Mais entretemps, Laurent-Désiré Kabila – qui avait rapidement suivi les traces de Mobutu dans sa façon de gouverner – avait été assassiné le 16 janvier 2001. Immédiatement après cet assassinat, la présidence est donnée à son fils Joseph Kabila, qui occupera cette fonction jusqu'en 2019.



2002, blocs 209 & 210
Joseph Kabila

Mais des problèmes insurmontables continuent de rendre impossible tout redressement du pays. Dans la partie orientale du Congo, dans la province du Kivu, la guerre se poursuit entre les forces du Congo et un nombre infini de milices armées, principalement soutenues par le Rwanda de Paul Kagame. Ces conflits, chaque fois accompagnés de massacres et de viols, sèment la misère et la désolation dans une population qui sombre dans le désespoir. L'objectif du Rwanda est de s'accaparer des immenses ressources naturelles de l'est du Congo.

À l'intérieur du pays, ce n'est guère plus brillant : Joseph Kabila gouverne comme ses prédécesseurs dans la corruption, la violation systématique des droits de l'homme et la répression de toute opposition.

Il est contraint de lâcher du lest en 2016, et après des péripéties électorales qui durent presque trois ans, il doit accepter que Félix Tshisekedi, un de ses opposants, accède à la présidence début 2019.

Une nouveauté : 60 ans après avoir été emprisonné, torturé et exécuté, Patrice Lumumba est enfin honoré par des timbre-poste au Congo !



*2021, n°s ...
Patrice Lumumba*

Malheureusement, il semble qu'il faudra beaucoup de temps, d'efforts, de bonnes volontés et de compétences pour voir le Congo sortir progressivement d'une situation intérieure et internationale complètement compromise.

II. Le Burundi



Carte du Burundi (extrait du site Nations Online Project)

Le Burundi est la partie méridionale de l'ancien Ruanda-Urundi, qui avait initialement fait partie de l'Afrique orientale allemande, mais qui était tombé sous la tutelle de la Belgique après la première guerre mondiale.

Le pays a des frontières avec la Tanzanie à l'est, avec le Rwanda au nord et avec la République démocratique du Congo à l'ouest. Au sud-est, il est bordé par le lac Tanganyika.

C'est une république, dont la capitale était d'abord Bujumbura (Usumbura au temps du Ruanda-Urundi), mais depuis 2019 la capitale est Gitega, au centre du pays.

La superficie atteint presque 28 000 km², avec une population de près de 12 millions d'habitants. Les deux ethnies majoritaires de cette population sont les Tutsis (15%) et les Hutus (85%).

L'histoire du Burundi est marquée depuis son indépendance par des conflits ethniques incessants, émaillés de massacres, de coups d'État et d'épisodes de guerre civile.

Suite au fiasco de la décolonisation du voisin congolais après juin 1960, la Belgique est pressée d'accorder l'indépendance aux deux composantes du Ruanda-Urundi. La partie méridionale du Ruanda-Urundi, qui prend le nom de Burundi, accède à l'indépendance le 1^{er} juillet 1962.



1962, n^{os} 27, 30 & 33
L'indépendance du Burundi

Les premiers timbres burundais sont des timbres du Ruanda-Urundi surchargés "Royaume du Burundi".



1962, n^{os} 1/8
Premiers timbres du Burundi (surcharge "Royaume du Burundi" sur des timbres du Ruanda-Urundi)

Pour préparer cette indépendance, la Belgique avait organisé en septembre 1961 des élections, où l'UPRONA (*Union pour le progrès national*) avait obtenu une majorité écrasante. Après cette victoire, le chef de file de ce parti, le prince Louis Rwagasore, devient fin septembre 1961 le premier ministre du Burundi, mais deux semaines plus tard, le 13 octobre 1961, il est assassiné. Rwagasore étant fermement hostile à la Belgique, l'on suppose que certains milieux belges au Burundi étaient impliqués dans cet assassinat.



1963, n°s 43/48
Le prince Louis Rwagasore



2012, bloc 284
Le prince Louis Rwagasore

Devenu indépendant, le Burundi devient une monarchie constitutionnelle, avec le roi Mwambutsa IV comme souverain (*mwami*). Le roi fait partie de la dynastie Ganwa, qui règne depuis environ 1700 sur l'Urundi. Mais depuis le protectorat d'abord de l'Allemagne et plus tard de la Belgique, le roi n'a plus qu'une fonction protocolaire. Sous ces protectorats et après l'indépendance, Mwambutsa IV s'est toujours efforcé de rester au-dessus des partis politiques et de réaliser un équilibre précaire entre les deux ethnies du pays, les Hutus et les Tutsis, qui passent la majeure partie de leur temps à se combattre et à s'entretuer.



*2012, bloc 282
Le roi Mwambutsa IV*



*1962, n°s 26, 28/29, 31/32 & 34
Le roi Mwambutsa IV*

Le roi essaie de diriger le pays avec des gouvernements d'union nationale, mais début 1965, le premier ministre, un Hutu, est assassiné. C'est le début d'émeutes ethniques, accompagnées de massacres.

Incapable de maîtriser la situation, le roi Mwambutsa IV est déposé le 8 juillet 1966 par son fils, Ntare V. Mais le règne de celui-ci est plus qu'éphémère : quatre mois plus tard, le 28 novembre 1966, le roi Ntare V est renversé à son tour par son premier ministre Michel Micombero, qui abolit la monarchie et proclame la république. Ntare V sera assassiné en 1972.



2012, bloc 283
Le roi Ntare V



2012, bloc 285
Le président
Micombero

Tous les timbres disponibles du royaume du Burundi reçoivent une surcharge “République du Burundi”.



1967, P.A. n°s 43/51

Timbres du royaume avec la surcharge “République du Burundi”

Micombero installe un régime militaire où toute opposition est rapidement réprimée. Jusqu'en 1972, bien qu'étant lui-même un Tutsi, il essaie de maintenir un équilibre entre Tutsis et Hutus dans les cadres supérieurs de son armée.

Mais le 29 avril 1972, la faction hutue de l'armée déclenche une insurrection et massacre systématiquement tous les Tutsis qu'elle rencontre, aussi bien des militaires que des civils. La réponse de Micombero est horrible : pour réprimer l'insurrection, il donne l'ordre à son armée d'éliminer physiquement toute l'élite des Hutus, aussi bien militaire que civile. Ce qui suit est un véritable génocide, causant la mort de plus de 100 000 Hutus, et la fuite vers l'étranger de plus de 300 000 membres de cette ethnie. Les massacres vont se poursuivre jusqu'en septembre 1972. Il faut cependant souligner que les auteurs de cette véritable boucherie se trouvent dans les deux camps.

Toute l'élite hutue, aussi bien militaire que civile, étant éliminée, ce sont les Tutsis qui vont diriger le pays pendant deux décennies, bien qu'étant l'ethnie nettement minoritaire.

Après le génocide, Micombero va se considérer comme le protecteur irremplaçable de l'État, et accentuer le caractère dictatorial de son régime. Il finit par se retrouver de plus en plus isolé, et est confronté à une opposition croissante dans l'armée.



*1967, n°s 252/255
Premier anniversaire de la république. Le président Micombero*



*1970, n°s 426/428
Quatrième anniversaire de la république. Le président Micombero*

Finalement, Micombero est renversé le 1^{er} novembre 1976 par un coup d'État, perpétré par un officier, Jean-Baptiste Bagaza.

Bien qu'étant lui-même Tutsi - comme à cette époque tous les officiers supérieurs de l'armée - Bagaza essaie de réconcilier les Hutus et les Tutsis, pour pouvoir se concentrer uniquement sur l'économie de son pays, qui était dans un état lamentable. Il développe la scolarisation, améliore fortement les infrastructures (routes, irrigation, centrales électriques) et stimule l'agriculture (plantations, production de café). C'est certainement le meilleur président que le Burundi ait connu. Pendant sa présidence, de nombreux Hutus qui avaient fui le pays pendant le génocide de 1972 reviennent au Burundi.



*1983, n° 909
Le président Bagaza*



2012, bloc 286
Le président
Bagaza

Le président Bagaza est renversé le 3 septembre 1987 par une partie de l'armée qui craignait de perdre certains privilèges. Pierre Buyoya devient le nouveau président de ce qui est nommé la *Troisième République* (la première étant celle de Micombero, la deuxième celle de Bagaza).



2012, bloc 287
Le président
Buyoya

Tandis que Bagaza s'efforçait surtout d'améliorer l'économie de son pays, Buyoya a deux autres objectifs majeurs :

- Œuvrer pour une véritable réconciliation entre Hutus et Tutsis.
- Réaliser une réelle démocratisation du régime. Une nouvelle constitution est promulguée en 1992, instaurant le multipartisme. Avec cette constitution, l'UPRONA, dirigée par les Tutsis, perd son statut de parti unique.

Cela provoque un changement radical : c'est le parti des Hutus, qui constituent encore toujours la grande majorité de la population, qui remporte les élections de 1993, et le 10 juillet 1993, le Hutu Melchior Ndadaye accède à la présidence.



*2012, bloc 288
Le président
Ndadaye*

Buyoya croyait avoir rétabli l'unité au Burundi en organisant ces premières élections libres, et en transmettant le pouvoir d'une façon démocratique au vainqueur de ces élections, Melchior Ndadaye. C'est la première fois, en plus de trente ans d'indépendance, qu'une passation de pouvoir ne se fait pas par un coup d'État au Burundi.



1994, n°s 1050/1053

La démocratie au Burundi. Buyoya remet la présidence à son successeur Melchior Ndadaye

Mais le résultat espéré est tout à fait différent : après seulement trois mois de présidence, Melchior Ndadaye est assassiné le 21 octobre 1993 avec plusieurs de ses ministres par des Tutsis, qui craignaient de perdre leurs avantages et privilèges avec un président hutu.

C'est le début d'une horrible guerre civile, qui va durer de 1993 jusqu'en 2010. C'est un nouveau génocide qui commence, les Hutus massacrant des dizaines de milliers de Tutsis. Cela entraîne évidemment une réaction de la part des Tutsis, qui sont encore majoritaires dans l'armée. Alors qu'en 1972 la majorité des victimes étaient des Hutus, en 1993 ce sont surtout des Tutsis. L'on estime à environ un million le nombre de personnes ayant fui leur pays, pour échapper aux massacres.

Ce qui reste de l'Assemblée nationale élit Cyprien Ntaryamira à la présidence, qu'il occupe à partir du 5 février 1994. Il est un des rares dirigeants hutus ayant survécu au coup d'État du 21 octobre 1993.

Il s'efforce sans succès de mettre fin à la guerre civile, mais sa présidence sera aussi courte que celle de son prédécesseur : il perd la vie le 6 avril 1994 dans l'avion du président rwandais Habyarimana. Cet avion, qui transportait les deux présidents du Rwanda et du Burundi, est abattu par un missile, et l'on suppose une implication dans cet attentat de la part de Paul Kagame, le futur président du Rwanda. Cet attentat a malheureusement signifié le début du terrible génocide rwandais.



2012, bloc 289
Le président Ntaryamira

Le successeur de Ntaryamira est Sylvestre Ntibantunganya, également un Hutu. Malgré tous ses efforts pour mettre fin à la guerre civile, il ne parvient pas à redresser la situation, d'autant plus qu'il est confronté à un nouveau problème : suite au déclenchement au Rwanda du génocide contre les Tutsis, environ 180 000 Burundais qui avaient fui leur pays en 1993 reviennent au Burundi, mais il y également plus de 300 000 Rwandais qui cherchent refuge au Burundi pour échapper au génocide rwandais.



*2012, bloc 290
Le président Ntibantunganya*

La situation devient rapidement intenable pour le président Ntibantunganya, qui doit se réfugier le 20 juillet 1996 à l'ambassade américaine, et qui est finalement renversé le 25 juillet 1996 par Pierre Buyoya, qui avait déjà assumé la présidence entre 1987 et 1993.

Après ce deuxième coup d'État, Buyoya essaie une fois de plus de rétablir l'unité de son pays et de mettre fin à la guerre civile. Il emploie la même méthode que lors de sa première présidence : il met fin à la suprématie hutue dans l'Assemblée nationale, appelle aussi bien des Tutsis que des Hutus à des postes ministériels et, bien qu'étant lui-même un Tutsi, nomme Domitien Ndayizeye, un Hutu, à la vice-présidence.

Il participe activement aux négociations qui ont lieu en Tanzanie, pour mettre fin à cette longue guerre civile. Ces négociations ont pour médiateurs Julius Nyerere, le président de la Tanzanie, et Nelson Mandela, président de l'Afrique du Sud.

Ces négociations aboutissent aux accords d'Arusha, qui partagent le pouvoir entre les Tutsis et les Hutus :

- Buyoya (Tutsi) reste président jusqu'au 30 avril 2003, avec Ndayizeye (Hutu) comme vice-président. À cette date, les rôles doivent être inversés.
- Les portefeuilles ministériels sont partagés entre Tutsis et Hutus.
- Acceptation d'une formule de quotas entre les deux ethnies dans l'administration et dans l'armée.



*2012, bloc 291
Le président Ndayizeye*

Il ne faut cependant pas croire que les accords d'Arusha ont résolu tous les problèmes. Grâce à ces accords, le parlement et le gouvernement parviennent à fonctionner plus ou moins normalement, mais les passions ne se sont pas apaisées sur le terrain. Déjà en 2003, une nouvelle insurrection des Hutus, dirigée par Pierre Nkurunziza, provoque un nouvel exode de la population de Bujumbura. La situation ne s'apaise que lorsque le parti politique de Nkurunziza est admis à participer au gouvernement.

Grâce à cette participation au gouvernement, le parti Hutu de Nkurunziza remporte facilement les élections législatives et présidentielles en 2005, et Pierre Nkurunziza accède le 26 août 2005 à la présidence.

Le premier mandat de Nkurunziza est plutôt calme et positif, avec des améliorations dans les secteurs de l'instruction et de la santé publique.



*2012, bloc 292
Le président Nkurunziza*

La suite est moins brillante : il remporte en 2010 à nouveau les élections législatives et présidentielles, mais le scrutin est fortement contesté. L'opposition, où l'on retrouve cette fois-ci également de nombreux Hutus, dénonce une fraude électorale massive, accompagnée de l'impossibilité de s'exprimer ouvertement dans la campagne électorale.

La situation se dégrade complètement en 2015, lorsque Nkurunziza brigue un troisième mandat présidentiel, ce qui est contraire à la constitution. Sa candidature est néanmoins validée par la Cour constitutionnelle, mais cela provoque une véritable émeute dans le pays. Toute opposition est sévèrement réprimée, et Nkurunziza est réélu dans des élections entièrement manipulées et truquées.

En 2017, il essaie de faire réviser la constitution, ce qui lui permettrait de rester indéfiniment au pouvoir. Ce projet de révision est cependant accepté en 2018 dans un référendum tout aussi truqué que les élections de 2015.

A partir de 2018, le président commence à montrer des signes de déséquilibre mental, cherchant une justification de ses décisions les plus bizarres dans la religion.

Son propre parti présente aux élections présidentielles de 2020 un autre candidat, Évariste Ndayishimiye, qui est facilement élu.

Nkurunziza meurt quelques jours plus tard, victime de la pandémie du Covid.

L'avenir du Burundi reste précaire...

La poste du Burundi a émis en 2022 une série de quatre timbres pour commémorer un roi et deux présidents du pays.



Le palais présidentiel



*Mwezi IV Gisabo,
roi de 1852 à 1908*



*Pierre Nkurunziza,
président de 2005 à 2020
2022, n°s ...*



*Évariste Ndayishimiye,
président à partir de 2020*

III. Le Rwanda



Carte du Rwanda (extrait du site Nations Online Project)

Le Rwanda est la partie septentrionale de l'ancien Ruanda-Urundi, qui avait initialement fait partie de l'Afrique orientale allemande, mais qui était tombé sous la tutelle de la Belgique après la première guerre mondiale.

Le pays a des frontières avec l'Ouganda au nord, avec la Tanzanie à l'est, avec le Burundi au sud et avec la République démocratique du Congo à l'ouest. À l'ouest, il est bordé par le lac Kivu.

C'est une république, dont la capitale est Kigali. La superficie atteint presque 26 340 km², avec une population de près de 13 millions d'habitants. Les deux ethnies majoritaires de cette population sont les Tutsis (15%) et les Hutus (85%).

L'histoire du Rwanda est marquée depuis son indépendance par des conflits ethniques incessants, émaillés de massacres, de coups d'État et d'épisodes de guerre civile et de véritables génocides.

Suite au fiasco de la décolonisation du voisin congolais après juin 1960, la Belgique est pressée d'accorder l'indépendance aux deux composantes du Ruanda-Urundi. La partie septentrionale du Ruanda-Urundi, qui prend le nom de Rwanda, accède à l'indépendance le 1^{er} juillet 1962.

Cette indépendance n'a pas été obtenue dans la sérénité : Le Rwanda était depuis des siècles un royaume, où les Tutsis, bien que minoritaires, détenaient tous les pouvoirs. Le roi Mutara III, bien que se trouvant sous la tutelle de la Belgique, était lui aussi un Tutsi. Converti au catholicisme, il jouit du soutien de l'administration belge et de l'Église catholique, toute-puissante et omniprésente grâce à une pléthore de missionnaires. Mais le roi Mutara perd progressivement ces deux soutiens, lorsqu'il manifeste de plus en plus son souhait de voir le Rwanda évoluer vers une nation indépendante.

Le roi Mutara III meurt le 25 juillet 1959 dans des circonstances très suspectes, et un Tutsi de la même famille, Kigeli V, monte sur le trône. Les Hutus, à leur tour soutenus par les Belges et par l'Église catholique, refusent de le reconnaître, et le premier grave conflit éclate. Des dizaines de milliers de Tutsis sont massacrés, et plus de 200 000 d'entre eux quittent le pays en toute hâte, et parmi eux le roi Kigeli V.

En préparation de l'indépendance, la Belgique organise un référendum en septembre 1961, où la grande majorité de la population choisit pour la mise en place d'une république.

Avant la date de l'indépendance, fixée au 1^{er} juillet 1962, des élections ont lieu qui donnent une large majorité aux Hutus, et Grégoire Kayibanda, un Hutu, est élu à la présidence.



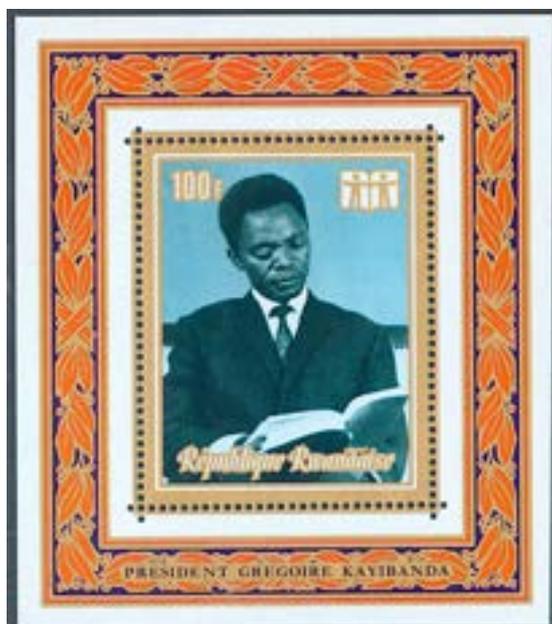
*1962, n°s 1/8
L'indépendance du Rwanda. Le président Kayibanda*

Après l'indépendance, pour pallier au manque de figurines, la poste rwandaise emploie les stocks de timbres du Ruanda-Urundi encore disponibles, surtout les séries des fleurs et des animaux, en leur apposant une surcharge "République rwandaise".



1963, n°s 13/22

Surcharge "République rwandaise" sur des timbres du Ruanda-Urundi



1973, bloc 28

Le président Kayibanda

Malgré les efforts du président et du gouvernement d'accorder plus de droits aux Tutsis, les conflits sanglants entre ethnies, avec des milliers de victimes continuent d'avoir lieu. En 1963 et 1964, des invasions de Tutsis venant du Burundi incitent le gouvernement et le président à durcir leurs positions. Les partis politiques sont interdits, l'opposition est sévèrement réprimée, et la chasse aux Tutsis est ouverte. Un nouvel exode de dizaines de milliers de Tutsis a lieu.

C'est dans ce contexte que le ministre de la Défense, Juvénal Habyarimana prend le pouvoir par un coup d'État, le 5 juillet 1973.

Réélu en 1978, 1983 et 1988, il occupera la présidence pendant vingt ans.



*1974, n°s 572/577
Le président Habyarimana*

La politique de Habyarimana est assez trouble : d'un côté, tout le pouvoir (politique, militaire, administratif, judiciaire, etc.) est entre les mains des Hutus. Mais d'un autre côté, malgré cette forte discrimination ethnique, il s'efforce d'éviter que les Tutsis soient victimes d'actions injustes ou criminelles de la part des Hutus. Le système de Juvénal Habyarimana peut se résumer en une phrase, envers les Tutsis : "Je vous tolérerai et vous protégerai, aussi longtemps que vous resterez bien tranquilles".



*1982, n°s 1110/1113
20e anniversaire de l'indépendance. Le président Habyarimana*

C'est dans cet esprit que Habyarimana fonde un nouveau parti, le MRND (*Mouvement révolutionnaire national pour le développement*). C'est un parti unique, auquel tous les citoyens rwandais doivent adhérer. Hors de ce parti, aucune activité politique ne peut avoir lieu. Le président adapte en 1978 la constitution en ce sens. C'est bien sûr une dictature, mais elle sera pendant des années largement acceptée par la majorité de la population, et soutenue par l'Église catholique.



1987, n° 1304
Le président Habyarimana

La situation va se dégrader à partir de 1990, quand les Tutsis réfugiés à l'étranger commencent à s'agiter, surtout en Ouganda. Ils avaient fondé en 1987 le FPR (*Front patriotique rwandais*) qui attaque le Rwanda à partir du 1^{er} octobre 1990.

Aidé par des forces militaires françaises, belges et zaïroises, Habyarimana parvient facilement à refouler les troupes du FPR, mais une fois de plus, cette victoire facile est suivie par une répression massive, avec des nouveaux massacres des Tutsis.

Des négociations difficiles ont lieu, et, sous la pression internationale, Habyarimana est contraint de promettre une libéralisation et une démocratisation du régime. Le multipartisme est rétabli en 1991.

Les partis d'opposition sont à nouveau admis, et en 1992, un gouvernement de transition, composé de plusieurs partis, est installé. Cette opposition, devenant de plus en plus importante, contraint Habyarimana à négocier avec le FPR, mais au lieu d'apaiser la situation, les concessions accordées par le président à l'opposition mécontente l'aile dure, extrémiste, de son propre parti hutu, et les massacres recommencent, dans un climat de guerre civile.

Finalement, en 1993, les accords d'Arusha sont signés, qui doivent mettre fin à la guerre civile, mais les extrémistes des deux camps refusent d'accepter les clauses de ces accords, et la guerre civile continue, accompagnée de massacres perpétrés par les deux camps.

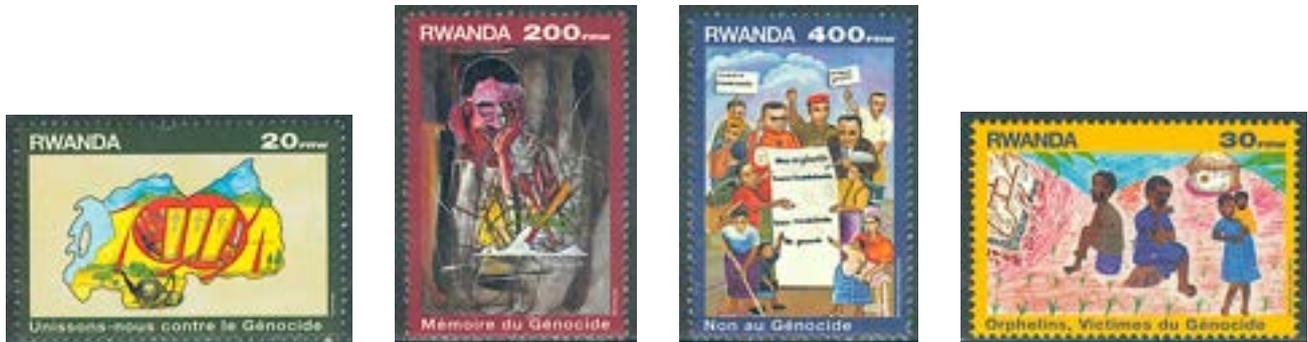
Tout espoir s'évanouit à nouveau quand le 6 avril 1994, l'avion présidentiel qui transportait le président Habyarimana et son homologue burundais Cyprien Ntaryamira est abattu par un missile. L'on discute encore toujours si ce sont des extrémistes hutus faisant partie des "durs" du régime présidentiel qui jugeaient Habyarimana trop modéré, ou des extrémistes tutsis du FPR qui ont commis cet attentat.

Cet attentat signifie immédiatement la fin de tout espoir de compromis, et dès le lendemain, 7 avril 1994, commence un des génocides les plus horribles du 20^e siècle. La *Radio des Mille Collines*, qui est entre les mains des Hutus radicaux, appelle à l'élimination de tous les Tutsis et même des Hutus ayant manifesté la moindre sympathie envers les Tutsis. En trois mois de temps, 800 000 Tutsis et Hutus modérés sont massacrés. Dès le premier jour, la première ministre est assassinée avec plusieurs membres de son gouvernement, jugés trop modérés, ainsi que dix para-commandos belges qui faisaient partie des casques bleus de la MINUAR, la mission militaire de l'ONU au Rwanda.

Les Nations-Unies et les puissances occidentales s'avèrent incapables de freiner la soif de massacre des Hutus radicaux. Le génocide va se poursuivre du 7 avril au 17 juillet 1994.

Mais en réaction, les troupes du FPR (*Front patriotique rwandais*) stationnées en Ouganda et composées majoritairement de Tutsis, entrent en action et investissent le Rwanda, provoquant un nouvel exode, cette fois de la population hutue. Le situation est donc catastrophique : d'une part le génocide atroce des Hutus radicaux envers les Tutsis, d'autre part la montée des forces tutsies du FPR, assoiffées de revanche contre les Hutus. Le FPR s'empare le 4 juillet de la capitale Kigali.

Le 17 juillet 1994, le FPR contrôle pratiquement tout le pays, et proclame un cessez-le-feu. Les 100 jours entre le 6 avril et le 17 juillet ont coûté la vie à 800 000 Rwandais, surtout des Tutsis, et provoqué ensuite l'exode, surtout vers le Zaïre, de plus d'un million et demi de réfugiés, pour la plupart des Hutus...



1999, n^os 1411/1414
Commémoration du génocide de 1994

Un gouvernement d'union nationale est constitué dès le 19 juillet, sous la présidence de Pasteur Bizimungu, un Hutu qui avait rejoint en exil le FPR des Tutsi. Mais l'homme fort du nouveau régime est Paul Kagame, officiellement vice-président. La tâche est immense, car le pays est en ruines. La reconstruction s'avère extrêmement difficile, car une grande partie de la population a été exterminée ou est en fuite, et la réconciliation est impossible, les clivages ethniques étant trop profonds et les massacres de deux côtés trop récents. Le système judiciaire fonctionne sans arrêt, pour juger les participants les plus impliqués dans le génocide, mais la justice rendue est souvent sommaire et arbitraire.



*Le président Pasteur Bizimungu
Timbre émis en 2000 au Libéria dans une feuille de... 190 timbres (sic !) représentant
les chefs d'État du monde entier de l'époque.*

Le problème majeur est cependant la présence des forces génocidaires hutues réfugiées au Zaïre, qui essaient de reconquérir le Rwanda à partir de 1995. Les forces gouvernementales rwandaises contre-attaquent en novembre 1996, et pénètrent au Zaïre pour exterminer définitivement les rebelles. Cela signifie le début de la première guerre du Congo, qui causera la chute de Mobutu et son remplacement par Joseph Kabila au Zaïre, qui change de nom et devient la République démocratique du Congo. Une fois de plus, cette guerre s'accompagne de nombreux massacres.

En 2000, un conflit éclate entre le président Bizimungu et Paul Kagame. Bizimungu démissionne, et il passera plus tard plusieurs années en prison. Paul Kagame devient en 2000 le nouveau président. Il sera réélu en 2003, 2010 et 2017, dans des élections plus que manipulées. C'est une véritable dictature qui s'installe, soutenue par un régime policier puissant qui réprime violemment toute tentative d'opposition.

Kagame soutient activement les milices qui sont actives dans l'est du Congo et qui se rendent coupables d'innombrables massacres, viols et saccages. Le but de Kagame est avant tout de s'approprier et de piller les immenses richesses naturelles et minières de l'est du Congo.

Les seuls points à l'actif de Kagame pour le Rwanda sont une croissance économique et une relative stabilité, mais à quel prix...

La différence de politique postale entre le Burundi et le Rwanda est flagrante : alors que le Burundi produit chaque année un nombre ridiculement élevé d'émissions abusives, le Rwanda n'a émis en trente ans, depuis 1993, que six petites séries.